



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales**

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2023- 0058 du 17 octobre 2023  
Portant déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement et de régularisation  
foncière du parking de l'école avec stationnement sur la commune de CORDON.

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la délibération en date du 10 septembre 2021 du conseil municipal de la commune de CORDON demandant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet d'aménagement et de régularisation foncière du parking de l'école avec stationnement sur la commune de CORDON

**VU** la décision de M. le président du tribunal administratif de Grenoble en date du 8 juin 2022 relative à la désignation du commissaire enquêteur ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2022-0067 du 02 août 2022 portant ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la DUP et parcellaire ;

**VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 octobre 2022 au 21 octobre 2022 inclus ;

**VU** les pièces constatant que l'avis au public concernant cette enquête a été publié, affiché et inséré dans deux journaux du département :

- une première fois, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête,
  - une seconde fois, dans les huit premiers jours de celle-ci,
- et que le dossier d'enquête est resté déposé à la mairie ;

**VU** le registre des observations du public ;



**VU** le rapport et les conclusions favorables au projet de M. le commissaire enquêteur en date du 15 novembre 2022 ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er** : Sont déclarées d'utilité publique les acquisitions de terrains et les travaux nécessaires à la réalisation du projet de régularisation de l'assiette du domaine public routier nécessaire à la desserte des stationnements situés en amont du bâtiment municipal de l'école sur la commune de CORDON dans le périmètre du plan délimitant l'opération et figurant en annexe du présent arrêté.

**Article 2** : La commune de CORDON est autorisée à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à l'exécution de l'opération envisagée.

**Article 3** : L'expropriation devra être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la commune, aux lieux et places habituels.

**Article 5** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le tribunal administratif peut désormais également être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de ces deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

**Article 6** :  
- Monsieur le secrétaire général de la préfecture,  
- Monsieur le maire de CORDON,  
- Monsieur le président de l'établissement public foncier de la Haute-Savoie,  
- Monsieur le directeur de Teractem,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera également envoyée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bonneville,
- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Madame la directrice départementale des finances publiques,
- Monsieur le commissaire-enquêteur,
- Madame la présidente du tribunal administratif.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT